

LA CASERNE JEAN VÉRINES

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

Derrière l'histoire de cette imposante bâtisse occupée par la Garde Républicaine, c'est à la fois l'histoire du quartier, l'histoire de France, et l'histoire d'un héros de la Résistance qui transparaissent.

Faute d'archives établissant noir sur blanc les considérations qui ont présidé à la construction et au choix de l'emplacement de cette caserne, on peut penser que cet édifice militaire répond à deux préoccupations communément partagées par l'empereur Napoléon III et le préfet de la Seine, le baron Haussmann. La première est de poursuivre l'embellissement de la capitale et la seconde répond au souci de maintenir l'ordre au nord-est de la capitale, en étant capable de déployer une force imposante et dissuasive en cas d'émeute, voire d'insurrection. L'endroit est idéalement situé au carrefour de grands boulevards, à proximité de la future Bourse du Travail et des quartiers populaires.

La caserne est bâtie par l'architecte Degrom, sous la direction du génie militaire chargé de superviser les travaux. On envisage de loger jusqu'à 3.500 soldats dans cette caserne que l'on considère comme la plus grande de Paris.

Plusieurs dénominations

Sur les appellations de la caserne, le *Moniteur* du 3 novembre 1858 dénomme cette caserne, caserne du Château d'Eau en raison de son implantation sur la grande place du même nom. C'est du moins le nom que lui donnent les Parisiens. Par contre, les autorités la baptisent du nom de Prince Eugène en souvenir du Prince Eugène de Beauharnais (1781-1824), vainqueur des batailles de la Raab et de Wagram, sous le premier Empire. Le 8 mai 1870, l'empereur Napoléon III et l'impératrice Eugénie rendent visite à la caserne.

Quelques mois plus tard, à la suite de la chute du second Empire, le 4 septembre 1870, les aigles et attributs impériaux sculptés au front de la caserne sont abattus par la foule. Pendant plus de 20 ans les mutilations sont masquées par des blocs de pierre de taille. En 1891, ces derniers sont livrés aux sculpteurs et depuis le fronton présente une tête monumentale de la République avec de chaque côté des attributs guerriers : casques, cuirasses et glaives.

Le 4 mai 1879, un arrêté préfectoral dédie cette place à la République. Dès lors, les Parisiens vont l'appeler communément caserne de la République. En 1907, la caserne fait l'objet d'un échange de terrains entre la ville de Paris et le ministère de la guerre.

En 1940, à l'arrivée des Allemands dans Paris, déclarée ville ouverte, le chef d'escadron Jean Vérines, officier supérieur, est à la fois le commandant du 3^e bataillon d'infanterie et le responsable de la caserne. La Garde Républicaine, partie intégrante de la gendarmerie, est contrainte de rester pour maintenir l'ordre dans la capitale en attendant l'arrivée de l'ennemi. Après quelques jours d'hésitation au cours desquels la Garde est consignée dans ses casernes, elle est réarmée et passe sous l'autorité de la préfecture de police pour toute la durée de l'Occupation. Dans ce contexte pesant, de cohabitation forcée, Jean Vérines, ancien de la Grande guerre, décide en son âme et conscience d'entrer en résistance contre l'envahisseur, dès le mois d'août 1940.

Il s'engage dans un des tous premiers réseaux de résistance, le réseau Saint-Jacques. Dans ses rangs, figurent des personnels de la Garde, ainsi que des hommes et des femmes de la société civile. Après une première vague d'arrestation à laquelle il échappe, il en prend le commandement jusqu'au jour fatidique.

Considéré comme un terroriste pour ses activités contre la sûreté allemande, après avoir été démasqué, il est arrêté le 10 octobre 1941, à son bureau, caserne de la République. Interné à Fresnes, plongé dans l'isolement le plus complet, torturé sans égard, il est déporté en Allemagne en attendant son jugement. Condamné à mort il est fusillé le 20 octobre 1943 à Cologne, presque deux ans après son arrestation.

Le 22 novembre 1947, lors d'une émouvante prise d'armes, la Gendarmerie, la Garde Républicaine et le monde de la Résistance rendent un vibrant hommage au chef d'escadron Jean Vérines en présence de sa veuve et de ses deux enfants. Une plaque commémorative est dévoilée au public, fixée à l'entrée de la caserne. Depuis ce jour, la caserne est dénommée caserne Jean Vérines.

La caserne de nos jours

En 1998, une cure de rajeunissement de la caserne est entreprise. Elle commence par une consolidation des fondations devenue urgente. Les travaux durent 12 mois. Fin 1999, début 2000 débutent les travaux de ravalement de la façade. Ils se termineront 1 an et demi plus tard, le 30 juin 2001. Aujourd'hui, la caserne est à quelques détails près à l'image de ce qu'elle était 150 ans plus tôt, de quoi satisfaire ses occupants, les gardes républicains, ses riverains et tous ceux qui la découvrent en flânant sur les trottoirs de la place de la République.

Adjudant François Govin
Service historique de la Défense

• vue aérienne de la place de la République avec, à droite, la caserne Vérines.

